



Médecine: un examen pour planifier la pénurie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une organisation critiquable

Ce vendredi 8 septembre, près de 4.000 étudiant·e·s étaient réuni·e·s sur le site de Brussels Expo pour tenter l'examen d'entrée, aux études de médecine et dentisterie. Dès la sortie de l'examen, de très nombreux·es étudiant·e·s, qui ont l'impression d'avoir joué leur vie professionnelle, critiquent l'épreuve : pas assez d'indication sur le contenu, la chimie était très difficile, la partie «raisonnement» était faite pour «péter» les étudiant·e·s, trop de matières littéraires, etc. Pour ce simulacre d'examen d'entrée, un subside de 600.000 euros a été englouti ; autant d'argent qui n'ira pas dans le refinancement de l'enseignement supérieur ! En Flandre, qui applique cet examen, 25% des candidat·e·s réussissent : nous verrons ce qu'il en est chez nous ...

Un concours déguisé et injuste

Si l'ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur) martèle que l'examen d'entrée n'est pas «un concours déguisé», la réalité de l'épreuve la contredit. Il n'y aurait pas de quotas et tout·e étudiant·e réussissant l'examen pourrait entrer à l'université ; pourtant, les questions qui auront eu un fort taux de réussite pourront ne pas être prises en compte lors de la correction, preuve que la sélection se veut rude ! Rappelons qu'en Belgique, à l'heure actuelle, à chaque fois qu'il y a une sélection, il y a une injustice, car ce sont toujours les milieux socio-économiques défavorisés qui sont laissés sur le bord de la route...

Des raisons incompréhensibles

Officiellement, il s'agit d'un examen qui vérifie l'acquisition des bases minimales requises pour réussir sa première. Officieusement, il s'agit en fait de limiter le nombre de futurs médecins diplômés, en estimant que si on en forme davantage, on gaspillerait l'argent de la Sécu en actes inutiles. Et on mettrait en danger la survie d'une sécurité sociale menacée par les coupes claires des budgets. Ils affirment que nous aurons trop de médecins, alors que la Belgique francophone en manque déjà actuellement. En juillet, le Forem a d'ailleurs placé les médecins généralistes, les pharmaciens et les infirmiers spécialisés dans leur liste des métiers en pénurie.

Des conséquences inacceptables

En 2023, l'année où ils-elles seront diplômé·e·s docteur·e·s, 1.445 numéros Inami seront délivrés, dont seulement 607 francophones. Si ce nombre était suffisant pour assurer un accès, dans un délai raisonnable, à un médecin et forger une politique de soins de santé qui puisse répondre aux besoins des patients, cet examen serait un moindre mal. Mais ce ne sera pas le cas ! En effet, d'ici vingt ans, la Belgique francophone perdra la moitié de ses médecins généralistes. Selon la Commission de planification, organe chargé d'organiser l'offre médicale dans le pays, nous devons nous contenter de seulement 5,09 médecins pour 10.000 habitant·e·s.

Que voulons-nous?

Si le mouvement étudiant sonne l'alarme, c'est toute la population qui doit s'inquiéter et s'interroger sur le modèle de soins de santé que nous voulons revendiquer. Voulons-nous la disparition du «médecin de famille», comme en Amérique du Nord ? Voulons-nous de plus en plus de déserts médicaux, souvent dans les zones les plus défavorisées ? Voulons-nous une hausse des tarifs, une privation des soins, de plus en plus de laissé·e·s-pour-compte ? Parce que nous voulons que les universités puissent investir dans leurs étudiant·e·s (auditoires, professeurs, matériels, etc), commençons par demander que les financements aillent à l'enseignement et non à l'édification de barrières qui brisent des carrières et des vocations utiles à la collectivité !